



Appel à la solidarité des organisations amies avec la Voie Démocratique

Chères et chers camarades

Alors que la date du 5ème congrès national du parti prévu pour la fin du mois de janvier 2020 approche, le parti fait face à une escalade du siège et des persécutions le visant, surtout que la Voie Démocratique envisage d'annoncer la création du parti de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Il est évident que le régime du Maroc s'apprête à dresser toutes sortes d'obstacles devant ce congrès, voire l'interdire, dans le but de se venger du parti pour sa lutte en faveur de la classe ouvrière, des masses laborieuses et toutes les classes populaires ainsi que pour sa présence dans les différents fronts et formes de militantisme. Il s'agit de lui faire payer ses actions qui tendent à dénoncer et à militer contre les politiques rétrogrades, la tyrannie, l'omniprésence policière, la démocratie de façade, les actions qui vont à l'encontre des intérêts du peuple marocain et à s'opposer aux violations graves des libertés et des droits humains et à la normalisation avec l'entité sioniste.

Depuis sa création, la Voie Démocratique a été persécutée et privée de ses droits les plus simples en tant que parti politique légal. Au cours des dernières années, cette persécution a connu son apogée. En effet, le parti a été menacé de dissolution par le ministère de l'intérieur et a été systématiquement privé des salles publiques et de tout accès aux médias publics. Les autorités publiques ont, de même, systématiquement refusé de délivrer au parti un récépissé à chaque fois que les bureaux de ses sections dans les villes et les campagnes sont constitués ou renouvelés, tout comme elles ont interdit l'organisation des congrès de la jeunesse du parti dans les salles publiques. Il est nécessaire de noter que plusieurs membres ouvriers du parti ont été inscrits dans les listes noires établies par le patronat et les autorités dans les zones industrielles et les secteurs productifs dans le but de les priver de leur droit au travail.

De même, les autorités font en sorte que les membres du parti ne réussissent pas les concours de recrutement de la fonction publique et exercent des pressions sur certaines familles pour les amener à tenter de dissuader leurs filles et leurs fils d'adhérer au parti. Certains militants sont en outre arrêtés, jugés et condamnés à des peines injustes à cause de leur lutte pour des causes justes et en raison du soutien qu'ils apportent aux victimes des violations des droits humains. On interdit au parti de coller les affiches, on refuse le visa à nos invités (le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, le parti socialiste de la Zambie et le parti socialiste révolutionnaire sud-africain), on réprime les campagnes que le parti organise pour le boycott des élections (persécutions, violence, détention) et plusieurs de nos militants et militantes sont victimes de harcèlement.

De toute évidence, il s'agit là d'abus graves et flagrants qui portent atteinte aux droits humains, à la liberté d'expression et d'association, et violent la constitution qui garantit l'égalité entre citoyens dans l'emploi. Plusieurs organisations subissent des actes de persécution et de harcèlement, telles l'Association Marocaine des Droits Humains qui bénéficie d'une grande popularité et crédibilité à l'échelle continentale et internationale en raison de ses positions courageuses et de principe en faveur des droits humains parce que La voie Démocratique y occupe une position dirigeante grâce au dévouement, la combativité et aux sacrifices consentis par ses militant(e)s.

Chères/chers camarades

La Voie Démocratique est déterminée à poursuivre sa lutte pour son droit à tenir son congrès national en présentiel et à la date prévue. Dans ce cadre, la solidarité internationale revêt une importance cruciale, sachant que le régime marocain clame auprès des autres pays que c'est un régime «démocratique» qui respecte les droits humains et les libertés publiques.